Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1442

Artikel: Propositions pour un programme de PSS renouvelé
Autor: Longet, René
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026171

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Propositions pour un programme du PSS renouvelé

Par René Longet, maire de la ville d'Onex (GE)

Devant l'évolution accélérée du monde, quels repères pour la gauche? Esquisse.

APRÈS UN PRINTEMPS pourri et un été trop calme, le parti socialiste suisse attend sereinement l'automne. L'élection de Christiane Brunner devrait lui permettre de retrouver le lien avec l'action concrète. La conscience sociale de la Suisse, ce fut un jour le slogan du PSS. C'est le moment de rappeler quelques grands enjeux du rôle de la gauche dans notre société post-industrielle. Une époque où les idéologies sont mortes et avec elles leur lot d'illusions. Mais où les échelles de valeurs sont d'autant plus importantes!

Actuellement, trois options politiques fondamentales s'affrontent:

• une mondialisation néolibérale, consistant à supprimer toute limite, physique, douanière, morale, et en un nivellement culturel, sur le modèle américain. C'est la tendance dominante à l'OMC: l'économie sortie de son contexte annihile toutes les autres rationalités.

• en réaction à cela, émerge le retour du nationalisme, avec pour effets préférence nationale et recrudescence de l'intolérance et de l'exclusion. Aujourd'hui, un bon tiers de l'électorat européen, surtout dans les couches les plus populaires bascule dans les bras des Pasqua, Blocher, Haider.

• une troisième attitude vise à gérer les situations à l'échelle où elles se présentent, à organiser le monde, à proclamer l'universalité des droits de la personne, et l'unité du genre humain dans la différence: réussir la gestion de la planète dans ses différences et ses complémentarités, la considérer comme patrimoine commun de l'humanité. Il récuse autant le néolibéralisme sans foi ni loi que le national-chauvinisme porteur d'exclusion.

Etre de gauche aujourd'hui signifie clairement se situer dans la troisième de ces options. Du coup, la question centrale est celle des instruments de régulation. Autant dire, l'Etat. Mais dire «Etat» ne veut pas encore dire grand-chose. Tout est dans le «quel Etat»? L'Etat peut être le meilleur ou le pire. Autant dire que sa réforme est indissociable de toute approche de gauche. Redéfinir l'Etat et ses missions est ainsi le préalable à la reconquête d'espaces d'action collectifs.

Dès lors, notre pays doit s'investir bien plus fortement dans les équilibres planétaires, en promouvant un commerce plus juste, un balisage environnemental et social du commerce mondial, un transfert efficace de technologies, un renforcement de l'aide au développement, notre pleine participation à l'UE et à l'ONU, une politique de prévention des conflits et des droits de l'homme.

Retrouver un second souffle, dessiner un projet

Ces dernières années ont été marquées par un foisonnement de programmes, de débats pour «reconstruire», «refonder» la nation politique qu'est la Suisse. D'un point de vue de gauche, on retiendra, sur les divers axes structurant la vie de la collectivité, un certain nombre de points forts:

Axe institutionnel et culturel. Notre pays a besoin d'un gouvernement restructuré: un conseil présidentiel, des ministres spécialisés. Un vrai contrat de gouvernement doit lier les partis gouvernementaux et leurs élus, mettant fin aux jeux de cache-cache et à l'irresponsabilité organisée. Un financement public des partis et la transparence de leurs comptes donneront aux partis le rôle qui est le leur. Les droits populaires doivent être renforcés ainsi que les dépenses dans les campagnes de votations limitées.

Le fédéralisme doit être repensé en fonction des territoires du réel: une redéfinition de la territorialité à géométrie variable, en vue de rapprocher pays légal et pays vécu. C'est tout le sens des démarches lancées pour la coopération intercantonale et le redécoupage territorial à travers les projets d'union de cantons.

Axe social. Le droit à l'information sur les faits économiques, la transparence économique et sociale, doivent devenir réalité. La formation doit être comprise non comme un coût mais un investissement: elle doit être diversifiée, récurrente, permettant les évolutions personnelles – c'est notre principale matière première.

Chaque secteur professionnel doit être au bénéfice d'une convention collective, fixant des salaires minimum et des conditions de travail, ce qui est loin d'être le cas. Un statut du travail et de l'entreprise doit être établi, clarifiant la mission citoyenne de cette dernière et repensant les droits et devoirs des salariés.

Unifier les assurances sociales, en harmoniser les critères, en vue d'un régime de sécurité sociale global évitant les doublons et comblant les lacunes reste une priorité. Parallèlement, il faut en changer le mode de financement, qui doit être axé sur la productivité globale de l'économie et pas seulement peser sur le travail. Le partage du travail doit s'imposer quand l'économie n'est pas capable d'offrir un travail à tous.

Enfin la famille, c'est-à-dire les personnes vivant ensemble et assumant les charges de la vie commune, doit être soutenue, sur le plan de l'aménagement du temps, de l'espace et d'une réelle prise en compte des coûts de l'enfant dans la définition du revenu.

Axe économique. Il faut encourager de toutes les façons le développement durable: les sources d'énergie renouvelables, les technologies propres, et corriger les différentiels de rentabilité entre rendement financier et rendement environnemental. Les banques auront à mieux soutenir les entreprises nouvelles, mettre à disposition bien plus massivement du capital-risque. La politique du 2e pilier doit prévoir une ouverture au capital-risque.

L'aide aux nouvelles entreprises comprendra facilitations administratives, conseils, accès simples et efficaces aux services. Poursuivre la réorientation du secteur primaire vers la qualité, la multifonctionnalité et la proximité avec le consommateur. Considérer la culture comme un secteur de créativité économique et d'emplois. Moraliser l'économie doit être une préoccupation constante. Enfin, on mettra en place une politique résolue de diversification et de soutien aux entreprises. L'égalité de droits est un impératif: le meilleur indicateur du respect des droits de l'homme dans une société est bien l'état des droits de la femme. Tous égaux, tous différents s'applique en premier lieu ici! ■